



Communiqué de presse – 7 décembre 2022

TRANSFORMER L'AIDE ALIMENTAIRE VERS + DE BIO LOCAL POUR TOUS

Une question de santé publique, de dignité et de transition écologique

Le gouvernement a annoncé son souhait de faire évoluer l'aide alimentaire des plus démunis vers plus de qualité en dotant les associations gestionnaires des fonds européens de moyens financiers supplémentaires en 2022¹ ou encore en soutenant l'aide alimentaire pour les étudiants². Il entend créer un fonds pour une aide alimentaire durable de 60 millions d'euros en 2023³. Pour que cette orientation ne reste pas un vœu pieux, les organisations professionnelles de la bio et associations appellent l'Etat à soutenir les projets répondant aux attentes qualitatives des personnes en situation de précarité pour une transition agro-alimentaire réellement sociale et écologique.



Alors que 10 millions de Français-e-s sont en situation de précarité alimentaire et que la période inflationniste que nous vivons actuellement pousse d'innombrables personnes à solliciter l'aide d'associations pour la première fois, il est urgent de repenser les politiques publiques qui structurent l'aide alimentaire dans notre pays.

En ce sens, le Comité national de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire (COCOLUPA) reconnaît déjà que *"l'organisation du système d'aide alimentaire français est caractérisée depuis plusieurs décennies par une forte dépendance aux dons et aux denrées financées par les fonds européens. Or, cette organisation ne favorise pas une alimentation bénéfique pour la santé, ne permet pas de prévenir l'insécurité alimentaire, offre une résilience limitée aux situations de crise (sanitaire, géopolitique ou climatique) et ne prend pas suffisamment en compte les impacts environnementaux."*

La création par le gouvernement d'un Fonds pour une aide alimentaire durable de 60 millions d'euros va ainsi dans le bon sens et nos organisations syndicales et professionnelles représentatives des producteurs-rice-s en agriculture biologique s'en félicitent. Aussi souhaitons-nous être associé-e-s à cette démarche pour transformer sur le terrain l'ambition de permettre à toutes et tous d'accéder à une alimentation saine, variée, de qualité et locale.

Il est en effet urgent de rapprocher associations habilitées et productions locales de qualité afin de construire des solutions plus résilientes, plus systémiques, plus

¹ [Aide alimentaire : Jean-Christophe Combe lance le déploiement d'un soutien exceptionnel de 55 millions d'euros de crédits supplémentaires - Ministère de la Santé et de la Prévention \(solidarites-sante.gouv.fr\)](https://solidarites-sante.gouv.fr)

² <https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/le-gouvernement-mobilise-une-enveloppe-de-10-millions-d-euros-pour-l-aide>

³ [Elisabeth Borne annonce un "fonds pour une aide alimentaire durable" de 60 millions d'euros en 2023 \(francetvinfo.fr\)](https://francetvinfo.fr)

territorialisées. Dans ce sens, l'agriculture biologique est caractérisée par des spécificités méritoires qui donnent du sens à ces objectifs de transformation :

- des bassins de productions locaux, ancrés dans les territoires de consommation, précurseurs dans le développement de circuits courts qui pourraient approvisionner l'aide alimentaire ;
- un système de production mieux disant du point de vue nutritionnel, organoleptique et environnemental (n'oublions pas que se nourrir est un besoin physiologique essentiel pour maintenir chacune et chacun en bonne santé. L'investissement dans un système d'aide alimentaire qualitatif est une économie pour notre système de santé) ;
- des alliances économiques et sociales entre mangeurs et producteurs résistantes aux poussées inflationnistes que nous connaissons aujourd'hui, par le biais de groupements d'achat, de lieux de vente partagés, de systèmes de paniers parfois solvabilisés en partie, ...

Nous, producteurs et productrices bio locaux et organisations collectives de mise en marché sommes à la disposition des associations nationales soutenues par l'Etat pour améliorer leurs approvisionnements en achat direct producteurs.

Dans le même temps, nous lançons un appel à l'Etat et aux acteurs de la concertation pour travailler ensemble au renforcement ou au développement d'initiatives locales visant une meilleure accessibilité aux productions bio locales.

« Renforçons les liens de solidarité entre les mondes agricoles et sociaux afin faire de nos fragilités respectives des ferments pour une transition écologique et sociale de l'agriculture et de l'alimentation. »

Contact presse : Angélique Piteau, Réseau Cocagne, 06 63 44 61 29,
communication@reseaucocagne.asso.fr.